

## À Paris, les exilés, principalement afghans, chassés du parc Villemin, seul abri qui leur est offert la nuit !

L'opération s'est déroulée en plein creux du mois d'août. Mardi 18 au soir, vers 21h30, des agents d'une société de sécurité, avec des chiens, et les CRS ont fait évacuer le parc Villemin près de la gare de l'Est à Paris où dorment, depuis des années, selon les jours 50, 100 ou 200 exilés.

Ceux qui s'apprêtaient à y passer la nuit ont été poussés par les CRS - "comme un troupeau" a dit l'un d'eux - vers le pont Louis Blanc, où un bus attendait. Il devait en emmener 80 dans deux centres d'hébergement. Indignés d'être traités comme du bétail et inquiets de la présence des CRS, la plupart ont décidé de ne pas monter dans ce bus.

Même si ces 80 là avaient accepté d'y monter, seraient restées sur le trottoir environ 120 personnes. Parmi elles une vingtaine de mineurs, âgés pour certains de 10 à 13 ans.

Après cette évacuation musclée, le parc fermé, et gardé par les CRS, les exilés sont partis en quête d'un autre lieu où dormir.

Libérer un nombre de places d'hébergement aussi éloigné des besoins effectifs ne découle pas d'une simple erreur d'appréciation. Les autorités connaissent parfaitement et suivent au jour le jour la situation dans ce parc. Le bus n'était là que pour donner un habillage humanitaire à l'opération, ainsi parée d'un pseudo souci de mise à l'abri. En fait, l'objectif est clair ; il s'agit de tenter de dissuader les migrants d'aujourd'hui, et si possible ceux de demain, de continuer à séjourner dans le quartier.

On peut s'attendre d'ailleurs à entendre le maire de Paris et le préfet proclamer que les exilés ne veulent pas être hébergés et qu'ils préfèrent rester dans des lieux que leur assignent les passeurs. Ils tenteront ainsi de passer sous silence ce sur quoi les associations ne cessent depuis des années d'interpeller les pouvoirs publics : la pénurie et l'inadéquation des structures d'hébergement, les défaillances du dispositif d'accueil des demandeurs d'asile, les refus de prise en charge des mineurs isolés, l'absurdité de l'application du règlement « Dublin II », qui prive les migrants d'un examen sérieux d'une demande d'asile s'ils ont transité par un autre Etat de l'Union européenne.

Car nombre des migrants chassés hier du parc Villemin ont demandé l'asile en France et ne sont pas hébergés en CADA, ou sont mineurs mais ne sont ni hébergés ni protégés, ou voudraient demander l'asile en France mais sont menacés, s'il s'y aventurent, d'être renvoyés en Grèce, en Italie ou ailleurs, où leurs empreintes ont été enregistrées.

Le ministre de l'immigration a annoncé qu'il allait « démanteler » la *jungle* de Calais d'ici la fin 2009. On ne sait trop encore comment il compte s'y prendre. On sait encore moins comment il pourra faire cesser l'apparition de *jungles* un peu partout en France, du littoral Nord jusqu'à la *jungle* de Paris que sont le parc Villemin et le square Alban-Satragne,

L'alternative est claire : ou réformer en profondeur les dispositifs d'accueil de ceux qui cherchent protection en Europe, ou fermer et faire garder par des forces de police tous les parcs et jardins et tous les espaces publics du territoire.

19 août 2009



Collectif de soutien des exilés du X<sup>ème</sup> arrondissement de Paris  
exiles10@rezo.net

[www.exiles10.org](http://www.exiles10.org) et <http://actu.exiles10.org/>

**Contact : 06 66 56 23 57**